

Que veulent Américains et Français avec Diệm, premier ministre ?



Par Bùi Ngọc Vũ , JJR 64

Préambule

Après le coup de tonnerre signifié par la chute de Điện Biên Phủ, pour Bảo Đại, tout paraissait alors perdu et pensant le temps des Français terminé, il misa sur les Américains pour une participation plus directe de leur part et pour redresser une situation désespérée.

Au même moment, son jugement avait été corroboré par Nguyễn Hữu Trí¹, gouverneur du Nord, qui lui avait fait savoir par télégramme que « les Français par leur incapacité pendant la crise ont perdu tout contrôle de la situation ; le temps est arrivé pour le Việt-Nam d'assumer ses responsabilités pour traiter directement avec les Américains des problèmes d'intérêts mutuels. Les Français ne sont plus capables de continuer l'effort de guerre et les mesures constructives permettant de faire face à la situation ne pourraient être développées qu'à partir d'une relation directe entre Américains et Vietnamiens. »

Diệm apparut alors comme l'homme de la situation aux yeux de Bảo Đại qui vit en lui les principales qualités requises. Bảo Đại pensait que Diệm, ayant été mandarin de la monarchie, lui vouerait par formation et par tradition, une fidélité sans faille. Surtout, Bảo Đại croyait que Diệm avait le soutien des Américains et allait donc faciliter leur venue pour prendre la relève des Français. Il nomma donc Diệm premier ministre et, devant la croix, avait imposé à Diệm un serment de fidélité à l'Etat dont il était le représentant.² Bảo Đại n'avait pas cependant oublié d'assurer ses arrières. Peu avant, il avait pris une décision qui horrifia les Américains : il signa un décret pour confier les forces de la Sûreté et de la police aux lieutenants de Lê Văn Viễn [Bảy Viễn] car ce dernier lui vouait une fidélité absolue.

Réactions du gouverneur Trí à la nomination de Diệm

'Đoàn Thâm avait demandé à Trí : 'Comment est M. Diệm ?'. Celui-ci lui répondit : 'C'est très difficile à dire. Très difficile à comprendre. De longue date il a la réputation d'avoir de grandes qualités, d'être honnête et droit ; il fut rayé des cadres en 1932 par les Français. Mais il me paraît que c'est l'unique performance à son crédit. Quant à sa personnalité elle est dissimulée, comme tournée vers l'intérieur, peut être machiavélique.' Puis dans un éclat de rire : 'Chez nous, c'est déjà beaucoup de ne pas avoir de mauvaise réputation. Car après tout, qui choisir ?'

'Diệm a reçu tout pouvoir de décision. Le Chef de l'État s'est ainsi déchargé des responsabilités comment pourrait-il intervenir si nécessaire ? Diệm c'est différent de Hữu. Hữu voulait les pleins pouvoirs et le Chef de l'État a refusé. Diệm est un catholique de souche, plusieurs générations de sa famille avaient servi la dynastie des Nguyễn, il vénère la monarchie, est certainement légaliste et lui voue fidélité. Sur ses talents vous et moi ne savons rien mais sur sa fidélité envers Bảo Đại je suis enclin à le croire.' ”³

Partisan de la première heure de Bảo Đại, Diệm cherchait déjà le soutien américain

En vérité Diệm devait aussi sa nomination à ses efforts personnels. Il avait été l'un des premiers partisans de la 'solution Bảo Đại' et dès l'époque de sa gestation il avait déjà cherché à obtenir le soutien américain. Le 24 décembre 1947, venu à Hong Kong en consultation avec Bảo Đại, Diệm était allé voir ensuite Hopper le consul général américain pour lui dire "qu'il avait suggéré à Bảo Đại avant son départ de Hong Kong pour la France que si celui-ci considérait les conditions comme opportunes, il pourrait à son retour à Saigon aller de l'avant pour essayer de former un gouvernement dans le cadre de la proposition française, amendée autant que possible, pour répondre aux aspirations des nationalistes... Diệm avait déclaré qu'il était une ancienne connaissance de Bảo Đại, l'avait servi comme premier ministre [sic] et leurs familles avaient des relations étroites...Le consul avait eu l'impression que Diệm était inquiet que Bảo Đại pût accepter l'offre française pour des raisons personnelles et financières, en plus de son désir de retrouver son trône d'empereur...

Diệm dit que pour son pays, le seul espoir pour échapper à la domination française, était de s'assurer la sympathie et le soutien des autres grandes démocraties et les États-Unis étaient dans la meilleure situation pour accorder cette aide indispensable, aide morale et financière qu'ils avaient accordée à d'autres petits pays opprimés pour leur éviter l'exploitation par une grande puissance et plus récemment pour stopper l'expansion du communisme.

Finalement le message important de Diệm pouvait se résumer dans l'appel aux autres grandes puissances pour faire pression sur la France afin qu'elle offrît des termes plus facilement acceptables au gouvernement vietnamien qui de toute façon ne serait viable qu'avec une aide financière venant de l'extérieur.”^{4, 5}

¹ Après la coupure du pays en deux, selon François Guillemot 'Trí se rendit à Saigon et décéda subitement à l'aéroport Tân Sơn Nhứt. Sa mort, que certains considèrent encore aujourd'hui comme suspecte, était plus qu'un symbole.'

² Bảo Đại, *Con Rồng Việt-Nam*, p. 514-515

³ Đoàn Thâm, *Những Ngày Chưa Quên*, p. 232, 235-236

⁴ Foreign Relations, 1947, Vol.VI, p.152, The Consul General at Hong Kong to the Sec. of State, December 30

Le séjour de Diệm aux États-Unis

Début 1950 ses frères Luyện et Thục approchèrent Bảo Đại avec le message que Diệm avait eu tort de ne pas faire partie du gouvernement mais offrait maintenant ses services pour alerter le public sur le danger de la domination des communistes dans le Việt Minh. Apparemment Bảo Đại n'avait plus besoin de lui. Diệm avait ensuite quitté le Việt-Nam en août 1950 et était venu s'installer au monastère Maryknoll dans le New Jersey. Il n'avait pas abandonné ses activités politiques, fréquentait la communauté vietnamienne présente sur la côte Est des États-Unis, donnait des conférences et surtout faisait du lobbying auprès de personnalités haut-placées de la société américaine. Il fut aidé dans cette dernière activité par le cardinal Spellman⁶ qui l'avait bien introduit dans le cercle des catholiques américains influents.

C'est notamment le 7 mai 1953 qu'on retrouva Diệm, lors d'un déjeuner arrangé par Justice Douglas dans le building de la Cour Suprême en présence des sénateurs Mansfield et Kennedy, Gullion et Gregory du Département d'État, et Costello de la Columbia Broadcasting System. Pendant le déjeuner et ensuite pendant environ une heure Diệm parla de l'Indochine et répondit aux questions, principalement de Douglas et du sénateur Kennedy. Selon Diệm : "Il n'y aurait aucune liberté avec les communistes. Il ne croit pas que Hồ Chí Minh soit libre de prendre ses décisions et n'est même pas certain s'il était encore vivant. Le problème au Việt-Nam est qu'il n'y a pas de point de convergence entre les Communistes et les Français. Les Vietnamiens ont encore besoin des troupes françaises. Si elles se retiraient il y aurait une domination communiste et les Vietnamiens pourraient s'attendre à n'avoir plus aucune liberté. Mais la faute est imputable au régime franco-Bảo Đại qui avait refusé de bâtir une armée ou un gouvernement [sic] et ne pouvait laisser derrière lui rien qui offrirait une souveraineté et une protection réelles aux Vietnamiens."

"Diệm exprime une piètre opinion de Bảo Đại lequel pense-t-il 'a peu d'influence et recueille peu de respect'. Le premier Tâm est 'honnête' mais a peu de popularité, c'est un 'homme des Français' et comme sudiste il avait peu de crédit dans le Nord [sic]...

Les communistes l'ont condamné à mort par contumace et d'autres aimeraient aussi se débarrasser de lui mais ceci n'est pas la raison de son éloignement. Ce qui lui manque c'est une plateforme politique à partir de laquelle il peut œuvrer utilement pour son pays...

Diệm raconte son expérience personnelle avec Hồ Chí Minh qui l'a isolé pendant des mois dans un village dans la montagne. Au bout de 6 mois Hồ lui a demandé de rejoindre son gouvernement. Diệm lui a dit qu'il savait que Hồ était communiste et voudrait avoir l'assurance d'être au courant de toutes les décisions et l'accès à toutes les informations. Ses soutiens demandent qu'il lui soit donné le ministère de l'intérieur et la responsabilité de la police. Hồ a hésité pendant quelques semaines à considérer cette demande mais après avis de ses compagnons a finalement refusé...

De toute façon les Français ne peuvent pas vaincre les communistes et devraient s'appuyer sur les Vietnamiens pour le faire. Mais ils ne peuvent pas obtenir des Vietnamiens qu'ils entreprennent la tâche, à moins de leur accorder plus de liberté."⁷

C'est après le séjour aux États-Unis que Diệm tenta de nouveau sa chance auprès de Bảo Đại à Cannes pendant l'été 53 mais l'empereur décida de choisir Bửu Lộc lors du remplacement de Nguyễn Văn Tâm.

Finalement ce fut la défaite française à Điện Biên Phủ qui déclencha la décision de Bảo Đại, favorisée par un effort tout particulier de Luyện. En fin de compte ce fut le vrai-faux côté '*homme des Américains*' qui avait donc bien servi Diệm.

Réaction assez neutre d'Ély à l'installation de Diệm et le dénouement à Genève

Diệm avait à peine eu le temps de s'installer à Saigon, de former son gouvernement le 7 juillet⁸ que furent annoncés le 21 juillet les accords concluant la conférence de Genève avec la décision d'un partage provisoire du Việt-Nam en deux zones.

Le 21 juillet Ély raconta à Heath son entretien avec Diệm: "Il n'avait pas réussi à obtenir de Diệm l'assurance qu'il ne s'opposerait pas à l'armistice et/ou ne démissionnerait pas. Diệm dit avoir un problème de conscience qu'il n'avait pas encore réglé. Ély lui assura de tout son soutien possible et souligna qu'il devrait surtout s'attacher à maintenir l'ordre et la discipline. Ély fut rassuré d'apprendre que Diệm tout en protestant contre l'accord s'était déclaré ne pas vouloir s'opposer à sa mise en œuvre.

Pour terminer Ély donna son point de vue en disant que Diệm pourrait bien être l'homme à la tête d'un gouvernement de reconstruction militaire et politique du Việt-Nam s'il s'entourait lui-même avec un cabinet plus large et plus représentatif. Diệm avait la qualité rare en Indochine d'être absolument honnête. D'un autre côté il n'était pas intelligent à l'excès [sic]."

De l'après Genève à la fin de l'année 1954

Une nouvelle donne pour les Américains

Le 22 juillet la 207^{ème} réunion du NSC fut consacrée à l'analyse du nouveau contexte créé par les accords de Genève. Allen Dulles rapporta que Trần Văn Đỗ avait donné sa démission et des rumeurs couraient sur une démission de Diệm. Il estima que le grand problème pour le sud Việt-Nam serait de maintenir l'ordre car les Français étaient devenus extrêmement impopulaires à cause de la partition.

L'amiral Radford demanda s'il n'était pas prévu que les forces françaises s'en aillent suite à une demande sud-vietnamienne. Dulles répondit par l'affirmative mais ajouta que Bảo Đại ne ferait certainement pas cette demande étant donné sa complète soumission à l'influence française.

Radford précisa que les États-Unis ne pouvaient plus envoyer de matériel militaire aux trois états libres de l'Indochine et en déduisit que les Américains devraient fermer leur MAAG. Mais curieusement Ély lui avait fait une demande pour la continuation des plans d'entraînement des forces vietnamiennes et suggéré le contournement d'une manière ou d'une autre les interdictions prévus par l'armistice.⁹

⁵ Cette action était restée sans suite car les longues tergiversations françaises persuadèrent Diệm que les Français n'étaient pas sincères ni prêts à accorder l'indépendance. Aussi Diệm mit-il fin à ses espoirs en la '*solution Bảo Đại*' et alors qu'elle était sur le point d'aboutir il décida de décliner l'offre de former un gouvernement, jugeant que les concessions françaises étaient insuffisantes.

⁶ Spellman avait fait des études avec le frère de Diệm, l'évêque Ngô Đình Thục.

⁷ FRUS 1952-1954, Vol XIII p. 553, Memorandum of Conversation, by Edmund Gullion of the Policy Planning Staff, Washington May 7, 1953

⁸ Song Thất ou Double Sept, date choisie par le régime comme anniversaire de l'installation au pouvoir.

⁹ Memorandum of Discussion at the 207th Meeting of the National Security Council, Thursday, July 22, 1954

La situation à l'arrivée de Diệm aux commandes

Ce qui attendait Diệm c'étaient une désillusion complète sur les termes des accords de Genève, un vide de l'autorité politique et une grande incertitude sur l'intention des puissances occidentales. L'opinion publique croyait de manière généralisée et répandue dans la force militaire et politique du Việt Minh et était persuadée de leur volonté de prendre le contrôle de la totalité du Việt-Nam.

Dans le camp Quốc Gia c'étaient toujours intrigues et opportunistes qui divisaient les politiciens avec en plus des éléments sudistes favorables à un renversement de Diệm.

Dans un mémorandum destiné à la définition de la politique des États-Unis McClintock, s'exprima ainsi: "Au Việt-Nam c'est le chaos politique. Le gouvernement de Diệm n'a qu'une seule qualité -l'honnêteté- et est démuné de toute expérience en administration publique. L'armée vietnamienne s'est désintégrée et ne constitue plus une force de combat. La Cochinchine est le siège de trois armées privées rivales et les services de sécurité du Việt-Nam libre, par décret de Bảo Đại, sont aux mains d'une secte de gangsters dont les revenus sont tirés des jeux d'argent, de la prostitution et du racket.

Mais comme il n'y avait pas d'alternative il recommanda en conclusion la fourniture d'une assistance directe et appropriée au gouvernement vietnamien dans les domaines économique, financière et militaire ce qui impliquait la nécessité de renégocier avec la France les actes juridiques qui régissaient les aides à l'Indochine via les mains françaises."¹⁰

Une certaine idée de l'Etat

Diệm avait principalement en tête le souci légitime de l'unicité du pouvoir. Aussi il décida rapidement l'abolition des postes de gouverneurs des trois anciennes provinces et mit la priorité sur un règlement du problème posé par les sectes qui constituaient des états dans l'état.

Rentré de Paris, Trần Văn Đỗ, à qui on avait refusé sa démission, fut chargé de la délicate mission de négocier avec les trois sectes et de les rallier à une collaboration et un soutien au gouvernement central. La mission était plutôt difficile compte tenu des principes rigides de Diệm qui ne voulait pas entendre parler de subventions gouvernementales à ces seigneurs de guerre dotés de leurs armées et de leurs pouvoirs locaux.

Appel à l'aide aux Américains

Le 23 juillet 1954 Heath, l'ambassadeur des États-Unis, demanda à rencontrer Diệm. À cette occasion Diệm commença par dire qu'il n'avait même pas encore vu ni le texte de l'armistice, ni la déclaration faite par Bedell-Smith à la dernière séance de la conférence. Ensuite Diệm fit état des difficultés surhumaines présentes et s'inquiéta de l'aide en provenance des États-Unis car des rumeurs circulaient sur un retrait des États-Unis de la scène de l'Asie du Sud-Est.

Heath conforta Diệm sur la volonté des États-Unis de poursuivre l'aide économique au Việt-Nam. À la question de Diệm qui voulait savoir si l'aide pouvait être directe et couvrir aussi les aspects militaire et financier comme celle qui arrivait via la France Heath répondit ne pas être en mesure de s'engager sur ces aspects et qu'en tout état de cause les États-Unis auraient l'obligation de respecter le cadre prévu par les récents accords de Genève.

Diệm insista sur la nécessité absolue d'un engagement public des États-Unis à propos de leur soutien et de leur aide qui ne pouvaient être purement économiques. Diệm signala notamment la totale pénurie d'experts, introuvables au niveau national et que la France n'était probablement pas en mesure de fournir. Il ajouta qu'il avait le devoir d'essayer de faire partir et d'accueillir les catholiques et les autres éléments anti-communistes dont le nombre pourrait s'élever à un ou même deux millions de personnes. Diệm précisa qu'il ne pouvait pas faire face au problème de réfugiés d'une telle ampleur et douta même de la capacité propre des Français alors que les États-Unis le pourraient grâce à leur expérience des organisations humanitaires.

Heath rappela que les français avaient promis de prendre à leur charge les frais de transports des réfugiés jusqu'à leurs nouveaux foyers d'habitation.¹¹

Exode massif de la population fuyant le régime communiste

Le 28 juillet Heath demanda à son gouvernement la fourniture immédiate de 2000 tentes d'une capacité de 20 personnes. Si les réfugiés arrivaient et qu'il n'y ait aucune capacité d'accueil cela serait immédiatement su au Nord et entraînerait un grave échec politique symbolique.

Le même jour Heath réclama de nouveau l'envoi d'une lettre publique du président pour contrer l'opinion d'abandon du Việt-Nam par les États-Unis qui se répandait et pour affirmer que les États-Unis allaient apporter une aide à l'évacuation et la réinstallation des réfugiés.

A son retour après deux jours passés à Hanoi et Haiphong, le 5 août Heath signala que "les Français n'ont ni les moyens de transport ni l'organisation adéquate pour tenir leur promesse de faire évacuer tous les Vietnamiens désireux de se réfugier au Sud. La migration de masse de plusieurs centaines de milliers de nord-Vietnamiens serait un échec sauf si le gouvernement des États-Unis pouvait amener dès ce mois au Tonkin les avions et les bateaux nécessaires pour le transport. Les Français espéraient pouvoir évacuer 80000 réfugiés pendant ce mois d'août. Diệm était venu hier pour demander aux États-Unis de fournir les moyens de transport pour évacuer 160000 personnes à la date du 15 août. L'organisme vietnamien d'aide aux réfugiés estime leur nombre total à au moins 700 000 personnes."¹²

Constatant l'incompétence et le manque d'expérience des autorités vietnamiennes auxquelles s'ajoutaient le manque d'organisation, de programmation et de personnel du côté français, Heath alerta l'administration américaine sur l'urgence du problème et obtint très rapidement¹³ les moyens pour sauver l'opération d'un échec certain avec des répercussions psychologiques et politiques désastreuses.

Mais "à la date du 17 août les travaux n'avaient commencé que dans un seul des 5 camps d'accueil des réfugiés prévus dans la région de Saigon avec 30 tentes installées. Le centre d'accueil de Cap Saint Jacques était encore au stade de projet. Or il était prévu

¹⁰ Doc 1123 Mémorandum by McClintock to the Under Secretary of State (Smith) Washington, August 12, 1954

¹¹ FRUS 1952-1954, Vol XIII The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon July 23, 1954

¹² Doc. 1110, The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon August 5, 1954

¹³ Le 5 août Stassen directeur de la FOA [Foreign Operations Administration] annonça le détail des mesures adoptées pour venir en aide aux réfugiés.

qu'à partir de la semaine prochaine les bateaux américains allaient faire débarquer quotidiennement un nombre de réfugiés atteignant rapidement une moyenne souhaitée de 100 000 par mois.

Le responsable côté vietnamien du programme disposait d'une équipe de trois personnes, n'avait pas les moyens pour faire appel à la main-d'œuvre civile, craignait le vol des camions par les chauffeurs et n'avait aucun moyen de communication rapide avec les autorités au Nord. Il était obligé de recourir à l'aide de l'armée et en avait parlé au chef d'état-major Hinh mais pour le moment aucune personne de l'armée n'était venue aux réunions de coordination. Une coopération étroite avec les militaires français n'existait pas encore et les Français avaient demandé aux Américains de ne pas hâter le transport des réfugiés même si leurs bateaux étaient disponibles, en l'absence de préparation adéquate pour les recevoir.

Selon Richard Brown les conditions au Nord étaient pires qu'en Allemagne à la fin de la guerre. Aucun Vietnamien ne voulait être responsable des camps et les Français donnaient la priorité à leurs troupes, leurs dépendants et les équipements. Les camps étaient dépourvus d'installations sanitaires, les réfugiés non enregistrés et les équipes médicales qui ne furent pas payées s'étaient retirées. Brown dit que 132 000 réfugiés attendaient dans des conditions épouvantables d'être transportés au Sud. La situation ne pouvait pas être mieux mise en scène par le Việt Minh dans un but de propagande.¹⁴

Dulles qui avait mobilisé en masse et avec célérité les moyens de transport demandés par Diệm réagit vivement à ce rapport en donnant instruction à Heath de réclamer à Diệm de répondre par une organisation performante de l'accueil des réfugiés. Heath fut aussi autorisé à informer Ély de la démarche similaire à effectuer par Dillon auprès de Paris sur le même sujet pour montrer que Washington prenait cette situation très au sérieux.

Les difficultés posées au gouvernement de Diệm pour la maîtrise de ce problème ne faisaient que croître dans le temps avec l'afflux croissant des réfugiés. Malheureusement et concomitamment ses difficultés au plan politique évoluaient aussi dans le même sens. Début octobre Diệm était découragé à l'extrême et eut la tentation de tout laisser tomber. Alerté par son frère Ngô Đình Cẩn à Huế, le père Cao Văn Luận entreprit le voyage à Saigon pour rencontrer d'urgence Diệm. Il fut reçu par un Diệm au bord du désespoir, lui décrivant une situation impossible à maîtriser et disant qu'il préférerait partir pour ne pas en rajouter au chaos.

Selon Luận il persuada Diệm de renoncer à l'idée d'un départ en soulignant à Diệm que sans lui les réfugiés seraient voués à un sort funeste et qu'il ne devrait pas les abandonner alors que ceux-ci constitueraient son soutien et sa force.¹⁵

Premières impressions de Heath

Lors de la rencontre du 23 juillet Heath nota ses premières impressions en reconnaissant que des obstacles énormes se dressaient devant Diệm. Il indiqua son doute sur la capacité de Diệm à les surmonter et à conduire avec succès un mouvement national pour la reconstruction politique et militaire du Việt-Nam.

Heath nota cependant que Diệm avait eu le courage de ne pas se soumettre aux trois sectes et faisait preuve de prudence politique en évitant de s'opposer à elles. Diệm avait eu aussi le bon sens de ne pas écarter Hinh bien qu'il sache que celui-ci ne lui était pas fidèle. Heath reconnaissait que Diệm avait pour lui une réputation de nationaliste sincère et honnête et qu'il n'y avait pas à ce moment-là de personnage, connu des États-Unis et des meilleurs observateurs français, pouvant le remplacer avec plus de chance de succès. Il termina en proposant la rédaction d'un télégramme de soutien de la part du président des États-Unis à envoyer à Diệm. En substance le texte indiquerait que le président allait recommander au Congrès de continuer l'aide économique ainsi que d'autres aides à l'état du Việt-Nam.¹⁶

Idées françaises pour le sud Việt-Nam après les accords de Genève

Le 27 juillet Guy La Chambre, ministre des États associés eut les propos suivants avec Dillon l'ambassadeur des États-Unis à Paris. "La France est d'accord avec les États-Unis pour rendre une indépendance complète au gouvernement du sud Việt-Nam ; la France a l'intention de former et de développer une armée vietnamienne autonome pourvu que le programme d'aide militaire américain continue comme avant. La Chambre précise que le général Ély a reçu ordre de transférer aux autorités vietnamiennes l'administration du port de Saigon, les différentes administrations locales, la météorologie et l'aviation civile.

Il estime que Diệm constitue un problème car son principal soutien vient des catholiques des provinces du Nord, qu'il dispose de peu de soutien de la population du Sud et aura des difficultés à s'entendre avec les différentes sectes. Selon La Chambre la présence de Diệm au sein de tout gouvernement serait précieuse mais son rôle en tant que premier ministre n'est pas approprié.

Concernant les élections à tenir dans deux ans il pense que le déséquilibre en population qui est d'environ de 1,5 à 2 millions de personnes sera compensé par le départ des réfugiés du Nord vers le Sud dont il estime le nombre à 500 000 au minimum et pouvant peut être atteindre le chiffre de 1 million. Il exprime son espoir de voir les États-Unis aider à régler ce problème.¹⁷

L'opposition des Français à Diệm se précise

Dès le 28 juillet le Secrétaire d'État transmet à l'ambassadeur américain à Paris les informations issues d'un rapport des services de renseignement signalant les efforts des Français pour miner Diệm, avec peut être en vue la mise en place d'un régime avec Hữu ou Tâm et principalement des sudistes séparatistes; ces manœuvres avaient commencé même avant l'armistice, probablement pour prévoir une parade contre un refus de Diệm de l'accord à venir.

Pour Dulles Diệm était allé aussi loin qu'il pouvait dans l'acceptation du cessez-le-feu sans perdre tout le soutien des Quốc Gia. Dulles en avait conclu que dans les circonstances présentes il était de l'intérêt des États-Unis et de la France de soutenir Diệm et son gouvernement.

Aussi Dulles demanda à Dillon de parler à Mendès France en ces termes : 'Selon nos informations le premier ministre Diệm bien que dépourvu d'expériences semble avoir montré de l'indépendance d'esprit et des qualités personnelles attrayantes aux yeux de ses compatriotes. Avant de déterminer notre position nous pensons avoir besoin de savoir si son gouvernement allait durer et s'il bénéficiait du soutien du gouvernement français ou si les Français songeaient à son remplacement (indication de La Chambre à

¹⁴ FRUS 1952-1954, Vol XIII, Part 2, Indochina, Doc. 1132, The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon, August 17, 1954

¹⁵ Cao Văn Luận, 'Bên Giòng Lịch Sử 1945-1960'

¹⁶ FRUS 1952-1954, Vol XIII, Doc.1082, The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon July 23, 1954. L'envoi de cette lettre fut par la suite retardé à la demande même de Heath. Elle ne fut remise à Diệm que le 23 octobre 54.

¹⁷ Doc 1088, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, July 27, 1954

Dillon). Dans le dernier cas nous aurions à tenir compte de la nature et des perspectives [d'avenir] du gouvernement quel qu'il soit qui prendrait la suite. Notre objectif est que l'aide américaine contribue à renforcer le gouvernement vietnamien dont la force proviendrait d'un large soutien populaire et dont le rayonnement s'étendrait au-delà de la ligne de démarcation vers le Nord. Nous ne souhaiterions pas donner notre aide à un gouvernement qui n'aurait pas le soutien et la confiance du peuple vietnamien."¹⁸

Le gouvernement Diệm n'est pas le gouvernement idéal selon les Français

Le 4 août 54 Dillon eut l'occasion d'une franche discussion avec La Chambre au sujet du gouvernement vietnamien. Selon La Chambre "le futur gouvernement vietnamien doit :

- 1) Être totalement représentatif de la population au sud Việt-Nam ;
- 2) Être préparé très rapidement à lancer et à effectuer la réforme agraire (redistribution des terres); et
- 3) Être préparé au moment favorable à déposer Bảo Đại et créer une république dans les prochains mois. La Chambre pense que le gouvernement Diệm n'est qualifié sur aucun de ces trois points mais Diệm reste valable pour sa grande qualité morale. Selon les informations de La Chambre Diệm ne serait pas capable d'obtenir la coopération et le soutien de la population sud-vietnamienne et comme c'est un mandarin il s'opposera à la réforme agraire et à la déposition de Bảo Đại."¹⁹

La Chambre affirma qu'il n'y aurait pas d'action concernant la déposition de Bảo Đại tant qu'un gouvernement à large assise et soutenu par toutes les factions ne serait pas établi au sud Việt-Nam.

Très vite les critiques fusent

À peine plus d'un mois après la formation du premier gouvernement de Diệm, le 11 août, Dillon revit La Chambre et ensuite Cheysson qui revenait d'une mission spéciale de 5 jours à Saigon. Tous les deux firent le constat que "le gouvernement de Diệm est inefficace à un degré dépassant les pires craintes. Aucune décision comme aucune action ne furent prises au sujet des problèmes urgents incluant l'évacuation du nord de la population non-communiste. L'armée nationale est en train de se désintégrer tellement rapidement qu'il est vraisemblable qu'il ne restera plus qu'un tiers de la force initiale sous les armes une fois Haiphong évacué. Fort heureusement les soldats désertent sans leurs armes."²⁰

Bảo Đại annonce soudainement son retour mais est devenu indésirable

L'annonce le 11 août du retour prochain de Bảo Đại prit tout le monde par surprise car il n'avait pas montré beaucoup d'enthousiasme pour rentrer quand les Américains le souhaitaient il y avait à peine trois mois. Quelle fut son intention à ce moment-là, il n'en dit mot dans ses mémoires. On saura plus tard que la démarche, probablement conseillée par son proche entourage, faisait partie d'une tentative de reprendre la main sur la situation à Saigon.

Le 14 août Heath réagit défavorablement en signalant que le prestige de Bảo Đại était proche de zéro et son retour pourrait créer du trouble. Il recommanda que les États-Unis exercent leur influence pour empêcher son retour. L'ambassade à Paris était du même avis et soutint que les efforts pour persuader les Français de garder Bảo Đại en France devraient continuer. Le Département d'État concourut à l'idée et fit savoir que le retour de Bảo Đại ferait empirer la situation là-bas.

Alors d'un commun accord les Français et les Américains dissuadèrent Bảo Đại de mettre son idée à exécution. Ils avaient même convenu qu'à la première occasion favorable ils allaient se débarrasser de lui. La Chambre envoya Dejean pour dire clairement à Bảo Đại qu'il ne devrait pas rentrer au Việt-Nam.

Néanmoins Heath vint se renseigner auprès de Diệm pour plus d'informations. "Ce dernier lui dit qu'il avait envoyé un câble à Bảo Đại lui recommandant de ne pas revenir encore pour quelques semaines. D'après Diệm il y avait deux raisons à ce retour. La première était la critique de la presse française reprochant à Bảo Đại de rester en France alors que son pays était en difficultés. L'autre était que ses conseillers, comme Giáo, qui avaient profité de l'autorité et d'avantages financiers, craignaient de perdre leurs revenus et leur poste et en conséquence le pressaient de rentrer.

Diệm dit qu'il était inutile de penser que Bảo Đại put manifester de la performance compte tenu de ses maladies. Il rejeta l'idée selon laquelle l'influence de Bảo Đại sur les sectes pourrait les persuader d'abandonner leurs ambitions financières et se ranger dans un mouvement d'unité nationale authentique. Bảo Đại avait occasionnellement gardé les sectes dans les rangs en leur accordant de l'argent, des licences d'exportations ou des autorisations de transferts d'argent. Son retour en ce moment ne ferait que compliquer la tâche du gouvernement déjà surchargé de travail."²¹

Diệm se débat pour former un gouvernement plus 'représentatif'

Le 14 août, à Heath qui s'alarmait de la junte formée par les sectes et d'autres dans le but évident de faire tomber son gouvernement, "Diệm reconnut que c'est un de ses ennuis et soucis mais se montra confiant pour dire qu'il pouvait gérer le problème. Trần Văn Đổ et d'autres membres de son cabinet allaient avoir une réunion ce jour-là avec les chefs des sectes. Les sectes voulaient être représentées dans son gouvernement mais réclamaient des portefeuilles clés comme l'Intérieur, le Commerce extérieur et la Défense et pour Diệm aucun gouvernement ne pourrait fonctionner en ces temps de péril national avec les sectes détenant ces postes vitaux.

¹⁸ Doc 1094, The Secretary of State to the Embassy in France, Washington, July 28, 1954. Dillon répondit qu'il ne serait pas approprié ni efficace de soulever le problème auprès de Mendès France complètement absorbé par d'autres sujets et qu'il effectuerait cette démarche auprès de La Chambre. Le 30 juillet Dillon apprit de La Chambre qu'il était impossible pour le moment de décider quoi que ce soit au sujet de Diệm et le gouvernement français avait envoyé Cheysson à Saigon pour une mission d'inspection et proposer ensuite des recommandations. De même il était prévu un retour imminent d'Ély à Paris pour un rapport actualisé de la situation. En attendant les Français étaient favorables à un élargissement du gouvernement de Diệm pouvant s'étendre jusqu'à inclure Trần Văn Hữu, Nguyễn Văn Tâm. (Doc 1100)

¹⁹ FRUS Doc 1108, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, August 4, 1954

²⁰ On voit clairement l'entreprise de démolition de Diệm par les Français car de toute façon il était difficile de trouver une personne qui pourrait faire mieux à sa place et dans les mêmes circonstances. Le camp non-communiste était constitué d'une multitude de personnalités, certaines pouvant représenter à peine quelques fidèles. Le choix de Bảo Đại d'écarter de la scène en 1949 le principal parti Đại Việt n'a pas favorisé le développement d'une saine vie politique basée sur l'organisation de partis avec comme conséquence la difficile formation d'équipe gouvernementale.

²¹ FRUS Doc 1128 The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, August 14, 1954.

Elles n'étaient ni compétentes ni honnêtes. Diệm était disposé à offrir à chacune d'elle par exemple une dizaine de sièges dans l'Assemblée Nationale avec un pouvoir de regard sur le budget, le droit de débattre librement et d'interpeler le gouvernement. Les Catholiques auraient le même nombre de sièges ; resteraient 20 à 30 sièges à pourvoir par des membres élus des conseils municipaux du Centre et du Sud Viêt-Nam. Diệm espérait pouvoir constituer cette assemblée dans un mois ou deux. Il revint ensuite sur la difficulté de faire entrer des personnes compétentes au gouvernement car il dit connaître beaucoup de gens très compétents mais qu'il ne pouvait utiliser à cause de leur tendance incorrigible à se prêter à la corruption. Diệm paraissait rempli de détermination et d'optimisme."²²

Selon Ély risque de coup d'Etat

À Paris Bonsal rencontra Ély le 15 août. Ce dernier venait juste de voir Mendès France qui lui avait assuré de manière catégorique que la politique française était de donner le maximum de soutien possible aux éléments anti-communistes du sud Viêt-Nam et de faire tout le possible pour contribuer au succès de ces éléments pendant la période pré-électorale. Ély dit être enchanté d'entendre cela mais exprima son inquiétude et sa perplexité concernant le développement de la situation politique au Viêt-Nam, notamment l'incapacité du gouvernement Diệm et la menace de coup d'état par les sectes et Hinh.²³

Lors de son déjeuner le 14 août chez La Chambre Bonsal avait déjà entendu Ély dire que « la possibilité d'un coup d'état militaire était grande car Hinh était arrivé à s'entendre avec les sectes ». Mais il ne pouvait pas intervenir pour empêcher un coup d'état étant donné la promesse française de respecter l'indépendance vietnamienne...

Par ailleurs Ély et La Chambre tous deux considéraient Tâm comme le meilleur homme disponible pour remplacer Diệm et pour entrer dans un gouvernement de coalition au cas où Diệm serait maintenu. Tâm recueillerait le soutien des sectes et pourrait vraisemblablement contrôler Hinh...

La situation était difficile selon Ély car la moitié de l'armée nationale aurait déserté d'ici la fin du mois compte tenu des efforts considérables du Viêt Minh pour faire pression sur les familles de ces hommes et les inciter à désertir... Le plus urgent était d'établir un pacte de défense pour l'Asie du Sud-Est, ce qui rassurerait le peuple du sud Viêt-Nam contre une agression ouverte du Viêt Minh..."²⁴

Décision américaine de soutenir Diệm

Le 18 août Dulles envoya un message personnel à Mendès-France pour l'informer du souci des États-Unis d'aider à l'obtention d'un gouvernement vietnamien efficace. "Notre opinion est que M. Ngô Đình Diệm, au moins initialement, a une meilleure chance de rallier et de garder le sentiment nationaliste que la plupart des Vietnamiens actuellement en scène ou dans les coulisses. Nous reconnaissons que son gouvernement a besoin de plus de réalisme, d'expérience et d'une plus large représentation géographique mais il semble bien constituer un noyau pour de futures avancées.

Afin d'éliminer l'impression répandue que les États-Unis et le monde libre étaient en train d'abandonner nos amis vietnamiens nous prévoyons les étapes suivantes:

1. Dans un message adressé au président du conseil des ministres vietnamiens le président Eisenhower exprimera au nom du peuple américain sa reconnaissance au peuple et au gouvernement vietnamien pour leur lutte pour la liberté et sa disponibilité pour continuer à les aider dans cette lutte.
2. En plus de l'aide en matériel militaire et de l'aide économique nous sommes préparés à fournir une assistance directe aux États associés incluant un soutien budgétaire...
3. Nous sommes aussi préparés à traiter les demandes des États associés comme l'ont faites le Viêt-Nam et le Cambodge pour l'entraînement direct de leurs forces armées et sommes prêts à établir des missions à cet égard sur leur territoire..."²⁵

Heath ne ménage pas ses efforts auprès des Français

Heath reconnut auprès de Bordaz²⁶ avoir une connaissance détaillée des défauts de Diệm mais ne voyait pas d'autre possibilité présentement que de lui laisser une deuxième chance. Il pensait que lui et le général Ély devraient, chacun de son côté, insister auprès de Diệm pour qu'il proposât dans les meilleurs délais un cabinet remanié composé de ministres efficaces d'origine du Sud. Ils devraient recommander vivement à Diệm d'arriver à un accord avec les sectes et se résigner à la formation d'un gouvernement de coalition les incluant. Si Diệm prenait ces mesures alors leur influence s'exercerait sur les sectes pour les faire entrer dans le jeu de Diệm. S'il échouait à prendre ces mesures Diệm ne pourrait pas espérer beaucoup de support pour contrer ses opposants.

Heath n'oublie pas non plus ses bons conseils à Diệm

Le même jour Heath dit franchement à Diệm que son gouvernement était dans une situation alarmante et en tant qu'ami le pressa d'arriver sans délai à un accord avec les sectes. Il devrait offrir plus de concessions qu'il ne l'avait fait jusqu'ici. Il n'obtiendrait pas leur soutien en leur offrant simplement une représentation substantielle mais minoritaire dans une assemblée nationale qui n'était même pas encore formée.

Heath souligna à Diệm que certains de ses supporters par leurs critiques anti-françaises un peu excessives faisaient du tort à son gouvernement. En tout état de cause le sud Viêt-Nam avait encore besoin de la présence des troupes et de l'aide économique françaises. Il était alors important pour son gouvernement de montrer à Ély que les intérêts culturels et économiques légitimes de la France étaient respectés dans ce pays et qu'il était prêt à travailler loyalement avec les Français.

Heath ajouta qu'il faudrait plus de sudistes dans le cabinet, à quoi Diệm répondit qu'actuellement il y en avait déjà huit.

²² FRUS, Doc. 1128, The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon August 14, 1954

²³ Doc. 1129, The Ambassador in France (Dillon) to the DoS, Paris, August 15, 1954

²⁴ Doc 1130 Memorandum by the Director of the Office of Philippine and Southeast Asian Affairs (Bonsal) to the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Robertson), August 16, 1954

²⁵ Vol. XIII, Doc 1136, The Secretary of State to the Embassy in France, Washington, August 18, 1954

²⁶ Deuxième adjoint au Commissaire général Ély

Les Français insistent pour un remplacement de Diệm

Les noms de Hữu et Tâm sont prudemment avancés

Le 26 août Bordaz demanda à s'entretenir avec Heath pour transmettre à Ély les points de vue de Heath sur le problème de politique intérieure au Sud Viêt-Nam. En fait il s'attacha surtout à faire passer le point de vue des Français. "Il souligna que Diệm n'avait pas réussi à former un solide gouvernement bénéficiant d'un ferme soutien. Tâm serait probablement le meilleur homme pour prendre la place dans cette situation de désintégration et La Chambre serait favorable à Tâm comme possible successeur à Diệm, mais les Français avaient conscience que Tâm était trop largement considéré comme pro-français pour pouvoir présider un gouvernement nationaliste. À l'inverse Tâm qui fut un bon policier devrait servir comme ministre de l'Intérieur dans tout gouvernement de remplacement. Les Français étaient plutôt favorables à Hữu et Bordaz soutint qu'il ne faille pas prendre au sérieux les déclarations de Hữu en faveur d'un modus vivendi avec le Việt Minh ou d'un gouvernement de coalition."²⁷

Ély propose clairement un plan avec Hữu et Tâm

Le 27 août Ély présenta carrément à Heath un plan avec Trần Văn Hữu comme premier ministre et Nguyễn Văn Tâm comme ministre de l'intérieur en ajoutant cyniquement que comme Hữu n'aimait pas Tâm cela indiquerait au monde que c'était un gouvernement d'union nationale.

Heath dut rappeler à Ély les déclarations publiques de Hữu en faveur d'une coopération avec le Việt Minh, les oppositions publiques récentes des sectes à la candidature de Hữu et surtout la mauvaise performance de Hữu en tant que dirigeant pendant plus de deux années.

Heath fit fermement savoir à Ély et à Bordaz, son second, qu'il fallait laisser à Diệm une deuxième chance pour arriver à un accord avec les sectes et former un gouvernement capable.

"Finalement Ély était d'accord pour donner à Diệm une seconde chance mais à condition que Diệm prenne Tâm dans son cabinet comme ministre de l'intérieur. Heath fit remarquer que sans pression extérieure Diệm n'accepterait pas de prendre Tâm et Tâm ne prendrait pas une position secondaire dans le cabinet de Diệm. Si Tâm entrait au gouvernement et si son fils Hinh gardait aussi les commandes de l'armée, la pilule serait difficile et amère pour Diệm à avaler.

Selon Ély l'acceptation de Tâm était une condition *sine qua non* pour un soutien français à Diệm. Il continua pour dire qu'il allait contre les instructions de Paris en acceptant une deuxième chance pour Diệm car la France était convaincue que le gouvernement de Diệm était totalement inefficace et 'malchanceux' et devait donc partir. Pour lui peu importait que le gouvernement soit anti ou pro-français mais il fallait qu'il soit efficace. Il avait d'ailleurs dit à Luyên cet après-midi que le gouvernement actuel était le plus incapable que le Viêt-Nam ait eu."²⁸

L'entreprise de sape des Français porte ses fruits

Un câble de Heath en date du 27 août commença par ces mots : "Nous avons un réel dilemme. Les critiques vietnamiennes et françaises concernant l'inefficacité et l'incompétence politique de Diệm sont malheureusement toutes bien fondées. Je ne suis pas persuadé qu'il serait capable de construire un véritable et solide régime. Tout en gardant un certain prestige auprès d'éléments non-politiques il a largement perdu tout soutien qu'il pouvait avoir parmi les groupes politiques à l'exception de certains groupes catholiques. Il peut avoir quelque soutien au centre et peut être au nord mais les nordistes n'ont pas d'influence à présent dans le Sud. Il ne semble pas réaliser qu'après s'être aliéné ceux qui souhaitaient l'aider par sa propre incompétence, son inaction et son manque de talent, nombre de ses supporters se sont éloignés de lui"²⁹...

En pratique nous devons soutenir Diệm face aux Français et aux sectes comme une mesure transitoire...Entre temps nous garderons nos yeux ouverts pour un autre leader et je recommande que le message du président à Diệm soit laissé en attente."³⁰

Heath semble ne pas suspecter la possibilité d'un double jeu d'Ély

Le 31 août, au sujet de Tâm, Diệm informa Heath qu'une personnalité du Commissariat Général de France était venu le jour précédent pour lui dire de prendre Tâm dans son cabinet et que s'il refusait de le faire les États-Unis et la France approuveraient une nomination de Tâm comme premier ministre. Heath répondit qu'en de telle occasion il devrait l'appeler pour demander confirmation ou démenti de tels propos. Heath était certain qu'Ély n'avait autorisé personne de son équipe à faire une telle déclaration et ajouta que beaucoup de Français pensaient que Tâm, en bon policier qu'il était, pouvait apporter de l'efficacité au gouvernement de Diệm s'il était au poste de ministre de l'Intérieur. Diệm répondit que très certainement il démissionnerait plutôt que d'accepter Tâm. À la rigueur il supporterait que le général Bãy Viễn continuât pour un temps à diriger la police par nécessité politique mais il ne pouvait pas supporter Tâm."³¹

Washington voit plus clair

Washington semble avoir vu plus clair dans le jeu des Français car le 28 août Bedell-Smith donna instruction à Dillon de faire savoir oralement à Mendès France ou La Chambre que "le Département d'État est profondément perturbé à la réception de rapports signalant que les autorités françaises en Indochine sont apparemment en train d'encourager activement un changement de gouvernement au sud Viêt-Nam. Ces activités sont en contradiction avec les affirmations de Mendès France et La Chambre sur le respect de son indépendance.

L'Ambassadeur Heath est autorisé à faire la même observation à Ély. De plus Heath peut faire savoir aux Vietnamiens appropriés et à Ély que le choix de Hữu, identifié avec l'idée d'un gouvernement de coalition avec le Việt Minh, rendrait impossible une demande d'assistance au Congrès."³²

²⁷ Doc. 1150, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, August 26, 1954

²⁸ Doc. 1152, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, August 27, 1954

²⁹ Le cas de Hồ Sỹ Khuê, auteur de *Hồ Chí Minh, Ngô Đình Diệm và Mặt Trận Giải Phóng* est bien connu.

³⁰ Doc. 1153, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, August 27, 1954

³¹ Doc. 1159, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, August 31, 1954

³² Doc. 1155, The Acting Secretary of State to the Embassy in France, Washington, August 28, 1954

Numéro d'Ély pour impressionner Heath

“Le 4 septembre Ély demanda urgemment à Heath de le rencontrer pour lui faire un grand numéro. Il affirma à Heath ‘avoir empêché un coup d'état par les sectes et Hinh la semaine dernière. Il dit avoir empêché Bảy Viễn de partir voir Bảo Đại avec Trần Văn Ân et Nguyễn Đức Thuần et lui a demandé de coopérer avec Diệm. Bảy Viễn serait d'accord mais réclame le ministère de l'intérieur en échange.’ Heath fit remarquer que cela paraissait difficilement possible.

Ély rappela qu'il avait accepté de donner une autre chance à Diệm à la seule condition que celui-ci élargisse son cabinet pour inclure les représentants des sectes et remplacer les incompetents par des personnes capables ; ceci était contraire aux vues de Paris qui voulait se débarrasser de Diệm le plus tôt possible, comme aux vues de certains de ses conseillers, notamment le général Salan.

Ély insista de nouveau auprès de Heath pour faire nommer Tâm au ministère de l'intérieur ; ce dernier aurait déjà accepté une telle offre avec le titre supplémentaire de vice-premier ministre. Heath répéta qu'il était impossible pour Diệm d'accepter et qu'il avait menacé de démissionner plutôt que d'avoir à faire cette concession.

À ce stade Ély proposa de faire venir Salan et lui demanda de donner son point de vue sur la situation. Selon Salan ‘malheureusement Diệm ne peut pas présider un gouvernement d'union avec les sectes. Diệm a perdu le peu de popularité qu'il avait par suite de son inaction. Il a irrité les dirigeants des sectes ; sa personnalité comme son physique étaient si peu impressionnants que Salan pense qu'il serait incapable de rallier les masses ou leurs dirigeants.’

Ély intervint à ce moment pour dire à Salan qu'il était d'accord avec Heath, qu'il fallait donner une chance à Diệm et qu'il fallait dire aux sectes de coopérer avec son gouvernement.”³³

Le même jour Heath entendit un autre écho sur la petite histoire concernant Bảy Viễn. Fishel³⁴ lui rapporta que “Đỗ a parlé avec Bảy Viễn qui ‘a reconnu que Diệm est fortement soutenu par les Américains. Aussi Bảy Viễn cherche à coopérer avec Diệm et il veut devenir ministre de l'Intérieur.

Đỗ pense pouvoir persuader Bảy Viễn de clore ‘le Grand Monde’ en échange de subventions du gouvernement à l'occasion de la fin de sa concession qui court jusqu'à février prochain et a soumis l'idée à Fishel. Fishel est favorable à cette idée car ce serait une bonne publicité pour le gouvernement.”³⁵

Une attaque sur Diệm portée par La Chambre au plus haut niveau

Le Secrétaire d'État et Guy La Chambre furent les chefs de délégation de leur pays respectif à la conférence de Manille où fut signé le Traité de Défense Collective de l'Asie du Sud-Est le 8 septembre 1954.

Dans une conversation privée à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis La Chambre eut notamment ces propos : “Deux mois et demi se sont écoulés après les accords de Genève et peu de progrès ont été réalisés au sujet des problèmes politique et économique qui doivent être traités si on voulait sauver le Viêt-Nam.

J'ai conféré avec Ély avant de quitter Paris. Il pense que Diệm, aussi estimable qu'il soit en terme d'intégrité et de pureté [d'intention], est inefficace dans le traitement des réalités de la situation au Viêt-Nam. Son gouvernement s'est montré totalement inefficace pour réconcilier les éléments anti-communistes dans le Viêt-Nam préservé et pour produire un gouvernement disposant d'un large soutien populaire. Seules les sectes ont la capacité de combattre la campagne d'intimidation et de propagande du Viêt Minh qui a formé des cellules politique partout dans le Sud afin de gagner les élections de 1956. Et seul Tâm, mieux que quiconque, peut gérer ce problème.

Revenant sur l'incapacité de Diệm d'organiser un large soutien derrière son gouvernement La Chambre dit que le vrai problème est de trouver un premier ministre qui pourrait bénéficier du soutien des sectes et la majorité des autres éléments anti-communistes. Il dit que Diệm ne veut pas travailler avec les sectes et même s'il était un homme d'intégrité et d'honnêteté intellectuelle cela est insuffisant s'il ne pouvait pas mobiliser une large base de soutien. Diệm est du Nord [sic] et il est préférable d'avoir un dirigeant du Sud. Il y a plusieurs possibilités : le général Xuân et Trần Văn Hửu sont des candidats potentiels mais ils n'ont pas beaucoup de caractère. Il voit aussi Bửu Hội un cousin de Bảo Đại qui lui a fait une excellente impression. Bửu Hội est un scientifique qui a travaillé à l'institut Pasteur, a été à Paris, est cousin de Bảo Đại mais ne partage pas les mêmes vues que Bảo Đại.

La Chambre conclut que la situation était intenable simplement parce que Diệm ne voulait pas élargir son gouvernement et en même temps persistait à garder le pouvoir. S'il était incapable de le faire il devrait partir et laisser à quelqu'un d'autre l'essayer. Et dans ce cas il faudrait lui offrir un autre poste dans tout nouveau gouvernement comme par exemple le ministère de l'intérieur.

La Chambre proposa une rencontre pour discuter plus longuement de la situation avec les Américains.

Dulles : soit, mais qui pour remplacer Diệm ?

Le Secrétaire d'État répondit qu'il était très difficile à Manille, à Paris ou à Washington de décider de ce qu'il faudrait faire au Viêt-Nam sur la base des câbles reçus. Il partageait le point de vue selon lequel le gouvernement de Diệm comme constitué actuellement n'avait pas la base aussi large qu'il fallait pour mobiliser le maximum de soutien populaire. Cependant le consensus parmi les représentants américains au Viêt-Nam et au Département d'État était que la meilleure solution consistait à garder Diệm et à lui suggérer d'élargir la base de son gouvernement. Les États-Unis reconnaissaient que les sectes jouent un rôle important et que sans leur soutien il n'était probablement pas possible de gouverner efficacement le Viêt-Nam et de traiter ses problèmes. Aussi la conviction à Washington jusqu'à présent était d'aider Diệm à faire participer les sectes. Il ne serait d'aucune utilité d'essayer de se débarrasser de Diệm alors qu'aucun meilleur substitut ne lui était trouvé.”³⁶

Soutien imperturbable de Washington à Diệm

Washington ne dévia pas de sa ligne et le 14 septembre Dulles câbla à Heath : “Le Département d'État espère donner du temps à Diệm pour qu'il consolide sa position et faire les changements nécessaires à son gouvernement sans aucune pression française. Nous devrions continuer à faire tout le possible pour soutenir Diệm.”

³³ Doc. 1163, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, September 5, 1954

³⁴ Consultant pour la STEM [Special Technical and Economic Mission] et ami personnel de Diem.

³⁵ Doc 1164, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, September 5, 1954

³⁶ Memorandum of Conversation, by the Counselor (MacArthur), Manila, September 6, 1954

Accord entre La Chambre et Bedell Smith pour une politique de soutien à Diệm

Les nouveaux échanges de vues eurent lieu à Washington entre Guy La Chambre et Bedell Smith et firent l'objet d'un communiqué final commun daté du 29 septembre qui rappelait en termes généraux le désir des États-Unis et de la France de défendre l'indépendance des États Associés.

«Ce communiqué commun masquait cependant un protocole en 4 articles, non destiné à la publication. On y lisait notamment Art.4 : « En ce qui concerne le Viêt-Nam, les représentants de la France et des États-Unis sont d'accord pour que leurs gouvernements respectifs soutiennent M. Ngô Đình Diệm dans l'établissement et le maintien d'un gouvernement fort, anticommuniste et nationaliste. Dans ce but, la France et les États-Unis insisteront tous deux auprès de tous les éléments anti-communistes au Viêt-Nam pour que ceux-ci collaborent pleinement avec le gouvernement de Ngô Đình Diệm afin de réagir vigoureusement contre le Viêt Minh et afin de bâtir un Viêt-Nam libre et fort. »³⁷

Un soutien qui se traduit en actions concrètes et décisives

On peut alors penser que la France et les États-Unis s'étaient enfin mis d'accord sur une politique commune et claire de soutien à Diệm. Libéré des réserves françaises le gouvernement américain envoya un câble daté du 22 octobre portant la mention «Message conjoint du Département d'État et de la Défense à l'ambassadeur à Saigon et au chef du MAAG-Saigon. **Ce message précise la politique du gouvernement des États-Unis :**

- 1) *la politique du gouvernement des États-Unis est de soutenir le gouvernement du Viêt-Nam Libre sous la direction du premier ministre Ngô Đình Diệm et d'assister ce gouvernement a) à promouvoir la sécurité intérieure et la stabilité politique du Viêt-Nam Libre, b) à établir et à maintenir le contrôle de ce gouvernement sur l'ensemble du territoire du Viêt-Nam Libre et c) à neutraliser efficacement l'infiltration et les activités paramilitaires du Viêt Minh au sud du 17^{ème} parallèle.*
- 2) *Le point de blocage de la mise en œuvre de la politique ci-dessus définie est identifié comme relatif à la loyauté des forces armées actuelles envers le gouvernement qui rend inefficace tout programme d'aide pour l'entraînement de ces forces. Aussi instruction est donnée à l'ambassadeur et au chef du MAAG de collaborer pour mettre en œuvre un programme intensif pour améliorer la loyauté et l'efficacité des forces du Viêt-Nam Libre. Dans ce but les actifs de toutes les agences du gouvernement américain présentes au Viêt-Nam seront concentrés au besoin pour qu'au terme d'un futur proche d'environ un mois le gouvernement Diệm soit suffisamment renforcé pour permettre la réalisation de programmes à long terme...*
- 3) *Si vous estimez ne pas pouvoir travailler avec les forces armées actuelles vous êtes autorisés à prendre contact avec le premier ministre pour l'informer que les États-Unis sont prêts à commencer immédiatement l'organisation d'une police nationale ou d'une gendarmerie distinctes des forces armées. Le premier ministre aura à sélectionner l'homme qui serait accepté par vous comme étant compétent pour commander cette organisation.*³⁸

Le 23 octobre Heath suggéra que le moment était venu de délivrer à Diệm la lettre du Président des États-Unis l'informant de son soutien. Il reçut l'autorisation de Washington et la lettre fut remise à Diệm le même jour dans la soirée.

Derrière une façade Paris cache une divergence profonde avec Washington

Une politique de souplesse envers le Viêt Minh ?

«Au Nord, la zone de Hanoi était la première que les forces de l'Union Française devaient en vertu de l'armistice évacuer. L'armée franco-baodaïste s'en retira ponctuellement le 10 octobre au soir. Le 11, l'armée populaire de la RDVN faisait son entrée dans Hanoi que lui remettait sobrement une délégation militaire française. Le gouvernement de la RDVN reprenait, le lendemain, possession de la capitale historique du pays, qu'il avait dû abandonner près de huit ans auparavant.

Jean Sainteny qui avait signé avec Hồ Chí Minh les accords du 6 mars 1946, avait été nommé dès le 7 août 1954 « délégué général de la République française au Viêt-Nam du Nord » avec pour mission d'y protéger et défendre les intérêts français.

Sainteny avait rejoint son poste depuis la veille du retour du gouvernement de la RDVN à Hanoi. Il avait été convaincu dès son premier voyage au Nord, de la nécessité de jouer hardiment la carte du rapprochement avec la RDVN. Il rapporta après son premier entretien avec Hồ Chí Minh que « le Viêt-Nam démocratique prétend être prêt à parler, à négocier, à nous réserver une position encore très acceptable, bref à respecter Genève et à 'jouer le jeu' ». ³⁹

Dès lors on peut comprendre tout à fait le refus de Mendès France de s'engager derrière Diệm pour se ménager des ouvertures pour une politique de souplesse envers Hanoi. Les Américains ne pouvaient pas ignorer ces intentions secrètes de la France quand cette dernière leur avançait le nom de Hữu qui s'était ouvertement déclaré pour une coopération avec le Viêt Minh.

Révélation de la divergence

Le 23 octobre Mendès France signala à Dulles qu'il n'avait pas pour le moment de solution alternative à Diệm aussi il était toujours prêt à prendre sa part dans la ligne politique convenue avec La Chambre à Washington. Néanmoins quand Mendès France reçut un télégramme d'Ély⁴⁰ qui s'alarmait de l'apparente intensification du soutien de Washington à Diệm, illustrée par la lettre d'Eisenhower, il considéra que celle-ci allait bien au-delà des accords de Washington avec La Chambre et demanda [mais trop tard] à Dillon de faire en sorte qu'elle ne soit pas remise, en attendant le retour de La Chambre pour de plus amples discussions.

L'affaire nécessita pas mal d'explications entre Français et Américains mais pour seulement rétablir le consensus de façade qui masquait la réalité d'une divergence de vue profonde entre Washington et Paris sur le sort du gouvernement de Diệm. Washington faisait tout pour consolider Diệm alors que Paris poursuivait sans répit ses manœuvres pour le dégager du pouvoir.

Nouvelles propositions françaises pour amorcer le changement de Diệm

De nouveau, fin octobre, Mendès France suggéra un plan consistant à envoyer une personne à Saigon en tant que 'vice-roi' à Bảo Đại. Selon Mendès France le 'vice-roi' n'aurait pas à soutenir ou à agir contre Diệm et présiderait un présidium qui prendrait ses

³⁷ Philippe Devillers et Jean Lacouture, 'Viêt-Nam, De la guerre française à la guerre américaine', p. 365

³⁸ Doc 1267, The Acting Secretary of State to the Embassy in Vietnam, Washington, October 22, 1954

³⁹ Philippe Devillers et Jean Lacouture, 'Viêt-Nam, De la guerre française à la guerre américaine', p. 370-373

⁴⁰ Ély dit que le renforcement du soutien américain à Diệm est en désaccord avec les accords de Washington qui spécifient bien que si Diệm échouait à former un gouvernement adéquat la France et les États-Unis lui chercheraient un successeur.

propres décisions. Selon toute évidence les Français envisageaient Bửu Lộc ou Bửu Hội⁴¹ comme personnes pouvant remplir ce rôle.

Robertson⁴² fit savoir au Département d'État que des réserves sérieuses au sujet de ces deux personnes étaient à craindre et qu'un vice-roi au moment présent ne ferait que compliquer les choses.

Cheysson revint à la charge en proposant à Dillon le 10 novembre la création d'un 'délégué impérial' en la personne de Bửu Hội. On assista au même moment dans la presse parisienne une campagne présentant Bửu Hội comme successeur potentiel à Diệm. Le Département d'État manifesta son opposition à Bửu Hội et fit savoir à Cheysson par Dillon que les États-Unis seraient amenés à revoir fondamentalement leur politique vietnamienne dans ce cas de figure.⁴³

Collins envoyé à Saigon pour une mission de confiance

À la réunion du 30 octobre avec Eisenhower, Dulles rapporta que la situation au Viêt-Nam était très confuse ; il suggéra l'envoi d'un officiel de haut rang en qui le Président, le Secrétaire d'État, le Secrétaire à la Défense et le gouverneur Stassen pouvaient avoir entière confiance, pour stabiliser la situation et faire appliquer la politique choisie par les États-Unis. Cet officiel serait quelqu'un de grand prestige, serait investi d'une large autorité pour agir sans avoir constamment à se référer à Washington. Pour cette mission Dulles pensait à un officier de l'armée possédant un grand sens politique et il avait en tête les noms de trois généraux : Lemnitzer, Hull ou Taylor.

Eisenhower jugea l'idée excellente et fit savoir que Hull serait le meilleur candidat des trois évoqués. Il ajouta cependant qu'à son avis le général Collins⁴⁴ serait l'officier à qui il pouvait penser comme étant le mieux qualifié.

Le 31 octobre Heath fut informé de l'arrivée de Collins pour un séjour en principe de 2 à 3 mois maximum pour assurer la transition entre le départ de Heath qui avait terminé sa période normale de quatre années au Viêt-Nam et la venue de Harrington de Hong Kong prévu pour le remplacer.

Première action de Collins : faire le point avec son ami Ély

"Arrivé à Saigon le 8 novembre, Collins eut deux heures de conversation avec Ély le 9 à Dalat qu'il qualifia de cordiales et d'une franchise totale. Ils passèrent en revue les problèmes majeurs du moment et arrivèrent à un accord préliminaire sur une gamme étendue de sujets.

Il précisa à Ély qu'il avait pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures tendant à cultiver au Viêt-Nam un gouvernement non-communiste et ami et en particulier de soutenir Diệm. Ély répondit qu'il avait soutenu Diệm et continuerait de le faire mais craint que ce ne soit qu'un jeu perdant. 'En ce moment il n'y a pas de gouvernement et le problème à la base qu'il faut régler est la dispute entre Hinh et Diệm. Ély pense qu'à ce stade Diệm est plus à blâmer que Hinh pour la persistance de la querelle. Sans un modus vivendi entre eux à trouver le gouvernement restera paralysé.'

Interrogé sur des alternatives envisageables il dit qu'il est possible d'essayer de bâtir autour d'un solide ministre de l'intérieur une structure interne pour en faire un pilier du régime affaibli. Il hésita à donner le nom Nguyễn Văn Tâm car il pensait que l'homme était tellement mal vu par les Américains [sic].

Ély exprima sa satisfaction quand il entendit Collins rappeler que la politique américaine était de soutenir Diệm mais souhaiterait insister pour qu'il rassemble autour de lui un groupe aussi nombreux que possible de ministres compétents. Ély indiqua pouvoir soutenir Diệm avec plus de confiance et d'enthousiasme si les Américains s'apprétaient à faire pression dans cette direction...

Bảo Đại fut amené par Ély dans la discussion ; Ély indiqua qu'il avait donné le conseil à Bảo Đại de ne pas rentrer au Viêt-Nam car ce dernier était devenu très impopulaire. Mais que feraient Américains et Français si sans annonce il apparaissait soudainement ?

Selon Collins cela pouvait constituer une alternative légalement admissible au gouvernement Diệm si Bảo Đại était à même de prendre la direction active du gouvernement. Mais serait-il maintenant plus acceptable pour la population, aurait-il le courage nécessaire pour rentrer et serait-il en mesure de gouverner ? Ély répondit que la population était tellement lasse qu'elle consentirait au retour de Bảo Đại et ajouta que Bảo Đại avait le courage physique d'affronter le danger mais probablement pas le courage pour assumer les tâches de direction d'un gouvernement.

Ély exprima ensuite son regret que les directives pour Collins soient aussi explicites concernant le soutien à Diệm. Il avait espéré pouvoir examiner ensemble avec Collins le problème et avoir une plus grande liberté pour envisager d'autres options. Collins répondit qu'on pouvait faire plus pour soutenir Diệm et qu'il fallait lui donner toutes les chances possibles pour réussir. Une fois toutes les ressources utilisées et qu'il continue néanmoins d'échouer ce serait le moment pour aviser.

Collins informa Ély que les Américains songeaient à une armée vietnamienne capable d'assurer la sécurité intérieure et non pas pour faire face à une agression extérieure à grande échelle. Celle-ci serait assurée par le Pacte de Manille. L'aide américaine serait apportée directement aux trois États associés avec pleine autorité et responsabilité pour la distribution de cette aide ; la responsabilité de l'entraînement de cette armée en faisait partie.

En concluant la conversation Collins dit avoir reçu délégation de pouvoirs étendus et espérait la même chose du côté d'Ély pour qu'ils puissent prendre en commun les décisions sans avoir à se référer pour les détails à leur gouvernement respectif. Ély estima que dans les limites de la politique française en Indochine il avait grande latitude et n'avait pas besoin de délégation supplémentaire d'autorité.⁴⁵

Visite au gouvernement vietnamien seulement le jour d'après

Le 10 Collins fut accompagné par Heath pour rendre visite à Diệm, puis à Trần Văn Đỗ et enfin à l'ambassadeur Daridan. À chacun il annonça son intérêt pour connaître les faits de grande influence sur la situation au Viêt-Nam.

Il entendit Diệm lui raconter les problèmes majeurs auxquels il avait à faire face. Diệm exposa longuement les problèmes des réfugiés et des sectes mais s'étendit avec encore plus d'insistance sur le problème d'insubordination posé par l'attitude de Hinh qui selon Diệm avait paralysé son gouvernement.

Ensuite ce jour-là Đỗ revint dans le détail sur les débuts du conflit entre Diệm et Hinh. Quant à Daridan il aborda le sujet des élections et rappela qu'il était prêt à accepter l'idée qu'elles ne devraient pas être organisées à l'échelle globale du pays pourvu que les

⁴¹ Bửu Hội était connu comme ayant des sentiments pro-viet minh

⁴² Walter Robertson, adjoint au Secrétaire d'État pour l'Extrême Orient

⁴³ Doc 1314, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, November 10, 1954

⁴⁴ Les généraux Collins et Ély se connaissaient de longue date et avaient de très bons termes dans leurs relations.

⁴⁵ Doc 1313, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, November 10, 1954

Américains et les Français se mettent d'accord sur les mesures défensives à prendre au cas où le Việt Minh renouvellerait les hostilités sous prétexte de violation des accords d'armistice. Daridan soutint après que Diệm serait un chef de gouvernement acceptable pour le Việt-Nam libre si les élections générales ne seraient pas organisées. Dans le cas contraire un chef de gouvernement plus fort et plus efficace devait être trouvé.⁴⁶

Propositions de Collins dans le domaine militaire

Dans un rapport envoyé au soir du 15 novembre Collins signala notamment que les problèmes les plus urgents dans le domaine militaire étaient la détermination de la structure et de la taille de l'armée vietnamienne et la définition de sa mission. Il dit s'attaquer actuellement à ces problèmes et formula dans le détail ses propositions pour un coût estimé à 201 648 000 \$ pour l'année fiscale 1956.

Collins rapporta qu'il avait rencontré Ély le jour même pour des discussions spécifiques sur un arrangement militaire et donna un résumé des minutes du projet d'accord qu'il avait soumis à Ély pour approbation : les paragraphes c), d), e) et f) prévoyaient l'entière responsabilité des États-Unis pour l'organisation et l'instruction de l'armée vietnamienne et le remplacement progressif du personnel français et de son influence.

Collins signala qu'Ély était d'accord sur les concepts généraux évoqués pour l'armée vietnamienne dans les minutes et qu'il souhaitait les étudier plus dans le détail. Il avait ajouté qu'il avait dit à Ély qu'une partie du Corps Expéditionnaire était nécessaire au Việt-Nam jusqu'à la date prévue des élections et qu'il était prêt à proposer pour cela un soutien financier américain pour l'année 1955.

Il suggéra comme points de discussion possibles avec Pierre Mendès France lors de sa prochaine visite le soutien financier au Corps Expéditionnaire et les principaux concepts pour une armée complètement autonome du Việt-Nam.⁴⁷

Mendès France vient s'expliquer à Washington

Le 17 novembre Pierre Mendès France arriva à Washington pour trois jours de discussions avec le Secrétaire d'État et d'autres officiels des États-Unis. L'Indochine fut un des sujets majeurs des discussions.

Mendès France répéta que la France continuait à soutenir Diệm et avait l'intention de coopérer loyalement avec les États-Unis sur la politique adoptée en commun tout en avançant cependant qu'il avait une croyance limitée dans la capacité de Diệm à réussir et en reconnaissant la grande difficulté de lui trouver un 'successeur logique'.⁴⁸

"Mendès France est cependant fortement opposé au concept de la totale responsabilité des Américains pour l'organisation et l'instruction de l'armée vietnamienne évoqué par Collins. Tout en objectant au remplacement de leur personnel [pour la mission d'instruction] les Français veulent que la responsabilité première de la politique en Extrême Orient comme en Indochine repose sur les États-Unis...

Selon Dulles 'nous ne souhaitons pas avoir sur les bras l'entière responsabilité de ce qui advient au Việt-Nam car les perspectives de développement y sont douteuses. De plus il paraît clair que s'il fallait sauver le Việt-Nam il est nécessaire d'avoir la pleine coopération des Français.'"⁴⁹

Au sujet des élections générales

"Ély soutint le 15 novembre qu'un accord était aussi nécessaire sur la politique générale au Việt-Nam et voulait connaître la position des États-Unis tout particulièrement sur le thème des élections prévues en 1956. Il précisa qu'à son avis, comme la clause dans les accords à ce sujet était sujette à interprétation, des élections générales sur l'ensemble du pays donneraient une victoire au Việt Minh alors que des élections tenues séparément dans chaque zone pourraient préserver le Việt-Nam libre. Collins répondit ne pas connaître la position de son gouvernement mais donna son point de vue personnel qui rejoignait celui d'Ély et conclut qu'il faudrait travailler en supposant qu'il y aurait des élections séparées."⁵⁰

Collins veut aider à renforcer le gouvernement de Diệm

Le 19 novembre Hinh quitta Saigon pour rejoindre Paris [sans savoir qu'il n'allait plus y revenir], mettant fin à une longue période d'incertitudes pour le gouvernement de Diệm et à son conflit avec Diệm dont les détails méritent d'être traités dans un article spécifique.

Collins commença à s'attaquer au renforcement du gouvernement de Diệm⁵¹ en allant le voir le 20 novembre pour lui suggérer de nommer au plus tôt les ministres de la défense et de l'intérieur et de leur donner de pleins pouvoirs. Il suggéra le nom de Phan Huy Quát à la défense ; Diệm répondit que les sectes étaient opposées à Quát pour les actions prises contre elles quand il fut auparavant ministre de la défense. De plus le vice-ministre Minh avait déconseillé le choix de Quát à cause de l'inimitié de ce dernier avec Hinh. Diệm promit cependant d'en discuter avec le retour prochain de Quát de France.

Pour l'intérieur Diệm signala qu'il ne voyait personne en vue et préférait conserver un ministère opérationnel entre ses mains. Divers noms furent évoqués mais Diệm les considéraient tous comme inacceptables. Tâm en particulier était rejeté par Diệm comme étant 'corrompu et pro-français' [sic] et donc l'antithèse de ce qu'il voulait que son gouvernement représente.⁵²

Trần Văn Đỗ pour sa part avait suggéré les noms de Nguyễn Ngọc Thơ et Trần Văn Lắm pour l'intérieur et Quát pour la défense. À l'évocation du nom de Tâm, Đỗ précisa que Diệm ne serait jamais d'accord pour le prendre. Il formula ensuite l'avis qu'une

⁴⁶ Doc 1311, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, November 10, 1954

⁴⁷ Doc 1320, The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, Saigon, November 15, 1954

⁴⁸ Dans une réunion ultérieure Mendès France alla jusqu'à dire que dans quelques mois les États-Unis et la France seraient forcés de considérer un remplacement de Diệm. Doc. 1345.

⁴⁹ Doc 1332, The Secretary of State to the Embassy in Vietnam, Washington, November 19, 1954

⁵⁰ Doc 1321, The Ambassador in Vietnam (Heath) to the Department of State, Saigon, November 16, 1954

⁵¹ Alessandri conseiller militaire de Bảo Đại est revenu d'une mission à Saigon et a présenté à Bảo Đại ses propositions pour un gouvernement avec Diệm qui serait: Phan Huy Quát et Bửu Lộc vice-présidents, Le Kieu des Bình Xuyên ou Nguyễn Văn Tâm ministre de l'intérieur, Hồ Thông Minh ministre de la défense. Bảo Đại jugea cette solution impraticable car ne serait pas accepté par Diệm.

⁵² Doc 1333, The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, Saigon, November 20, 1954

assemblée nationale devait être formée aussitôt que possible ce qui permettrait de réduire le nombre de représentants Cao Đài et Hòa Hảo dans le cabinet en échange de leur représentation dans l'assemblée.

La saga de la non-nomination de Quát comme ministre de la défense

Le 23 novembre Diệm proposa à Quát le ministère de la Défense avec Minh comme vice-ministre. Quát se montra réticent au sujet de Minh. Collins fut obligé d'insister sur la validité de la formule et Quát promit d'en reparler avec Diệm et Collins⁵³

Le 29 novembre Collins après consultation avec Quát proposa à Diệm de nommer Quát vice-premier ministre en charge des ministères de la défense et de l'intérieur avec deux vice-ministres. La réaction de Diệm fut négative car cela entraînerait selon lui une réorganisation complète du gouvernement. Collins pensa que si sa proposition n'était pas retenue il proposerait de nouveau la nomination de Quát comme ministre de la défense et un sud-vietnamien à l'intérieur.⁵⁴

Le 3 décembre La Chambre dit à Dillon que si, d'ici le 15 janvier 1955, date limite critique pour lui, il n'existait pas de gouvernement stable et fort fonctionnant au sud Việt-Nam, les Français auraient alors à prendre la décision d'évacuer. Et il y aurait 4 à 5 cent mille personnes à rapatrier vers la France.

Il faudrait soit un gouvernement Diệm réorganisé avec des personnes compétentes aux ministères de la Défense et de l'Intérieur soit un nouveau gouvernement car on ne pouvait pas continuer comme à présent.⁵⁵

Le 6 décembre selon Diệm la nomination de Quát comme ministre de la Défense était toujours en attente de trouver un poste à Minh qui avait refusé d'être le vice-ministre de qui que ce soit.

Le 10 décembre Quát raconta à Collins que Diệm lui avait dit qu'il le prendrait s'il obtenait l'accord des Cao Đài et des Hòa Hảo. Il dit 'avoir rencontré quinze fois Diệm à ce sujet et n'est plus disposé à continuer à le faire. Il est persuadé maintenant que Diệm ne veut pas de lui dans le cabinet et utilise des prétextes pour éviter d'avoir à le nommer.'

Le 11 décembre Diệm informa Fishel que six des sept membres du cabinet, interrogés sur la nomination de Quát s'y étaient opposés. De plus les généraux Phuong (Cao Đài) et Soái (Hòa Hảo) avaient déclaré vouloir se retirer du gouvernement et menaçaient de s'opposer ouvertement si Quát était nommé.

Diệm avait des craintes que Soái ne coupe les lignes d'approvisionnement en riz de Saigon-Cholon. Il avait informé Phuong et Soái que les Américains voulaient Quát comme ministre de la défense. Les généraux lui avaient répondu qu'un responsable américain devrait leur parler au nom des Américains. Aussi Diệm avait demandé à Fishel de rapporter ces faits à Collins en précisant que si une autre personne pouvait convaincre Phuong et Soái de ne pas s'opposer activement à la nomination de Quát il le ferait sur le champ. Et si les leaders des sectes persistaient dans leur opposition Diệm trouvait que la solution serait d'élever Minh au rang de ministre en lui donnant l'entière autorité et responsabilité sur les forces armées.

À ce stade Collins eut ces pensées : 'Je suis tout à fait convaincu que Diệm et ses frères Luyên et Nhu ont la crainte de donner le contrôle de l'armée à Quát ou à n'importe quel autre homme de caractère. Ils peuvent aussi craindre Quát comme successeur potentiel de Diệm et de là font tout ce qu'ils peuvent pour écarter Quát de tout poste gouvernemental.

Je vais charger le colonel Lansdale d'investiguer sur l'attitude des leaders des sectes et sur la réalité de leurs supposées menaces.'⁵⁶

De l'influence grandissante d'Ély sur Collins

"Selon Ély, après les multiples conversations qu'il a eues avec Minh, Phuong et Soái, Minh n'était pas disposé à être vice-ministre de Quát, pensait qu'il avait maintenant le contrôle sur l'armée et que la nomination de Quát allait déclencher une nouvelle crise. Minh se voyait lui-même au poste de ministre. Les généraux Phuong et Soái avaient de sérieuses objections à la nomination de Quát, surtout Soái qui préférerait se retirer du gouvernement dans ce cas de figure.

Collins demanda alors à Ély s'ils devaient laisser tomber le cas de Quát ou continuer à presser Diệm sur ce point. Ély laissa entendre que Diệm n'était pas en train d'utiliser les sectes comme prétexte et que de réelles difficultés existaient à cause de l'hostilité de Quát envers les sectes dans le passé mais qu'il ne fallait pas accepter le fait que Quát soit mis de côté de façon permanente.⁵⁷ Collins et Ély s'entendirent ensuite pour admettre que la solution envisagée par Diệm d'élever Minh au rang de ministre de la Défense était acceptable et constituerait un progrès et qu'il restait urgent de renforcer le ministère de l'intérieur. Ély voyait deux candidats possibles pour ce poste, Tâm ou Bửu Viễn qui était énergique et capable malgré sa réputation douteuse.

Collins demanda à Ély qui serait la personne la plus capable de rallier les sectes et entendit Ély lui répondre que Bảo Đại était la seule personne apte à cela. Cette solution pouvant avoir de multiples possibilités, avec par exemple Diệm restant comme Premier Ministre.

Enfin Collins questionna Ély s'il fallait appuyer la nomination de Bửu Viễn comme ministre de l'Intérieur⁵⁸, Ély manifesta son approbation en disant que cet effort méritait d'être fait et se proposa même pour en parler à la fois à Diệm et à Bửu Viễn."⁵⁹

Meilleures auspices pour Diệm vers la fin de l'année 54

Diệm établit progressivement son contrôle sur l'armée

Le 13 décembre sur décision de Diệm les généraux Lê Văn Ty et Võ prennent leur poste de Chef d'état-major et d'Inspecteur Général des Armées. Ceci déplut à Collins qui avait des idées différentes. Et quand le 16 décembre Minh fut nommé ministre de la défense Collins eut la réflexion suivante : "Avec Hinh éliminé et Võ remplacé par le 'mollasson' Ty comme chef d'état-major Diệm a

⁵³ Doc 1343, The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, November 24, 1954

⁵⁴ Doc 1351, The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, November 29, 1954

⁵⁵ Doc 1360, The Ambassador in France (Dillon) to the Department of State, Paris, December 3, 1954

⁵⁶ Doc 1377 The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, December 13, 1954

⁵⁷ Manifestement Ély dit souvent ce que Collins souhaite entendre, que lui et Collins sont les deux seuls à appliquer une politique de soutien à Diệm et qu'il le fait même contre les ordres de Paris. [On peut s'interroger sur l'intérêt d'Ély d'agir à l'encontre de son gouvernement.] Vu d'un autre angle, avec l'hypothèse d'une volonté française de faire partir Diệm, les choses se présentent plus clairement avec plus de cohérence. On peut voir alors la virtuosité et la subtilité du jeu d'Ély surtout si on sait aussi que la paye de la plupart des troupes des sectes est assurée par les Français. Il est assez simple pour Ély, sans trahir sa position affichée, de faire apparaître Diệm comme incapable de rallier les sectes ni de pouvoir obtenir le concours d'hommes de valeur comme Quát.

⁵⁸ Il faut se rappeler que l'idée même n'était pas envisageable pour Heath.

⁵⁹ Doc 1382, The Chargé in Vietnam (Kidder) to the Department of State, Saigon, December 15, 1954

La décision de Diệm de ne pas nommer Quát ministre de la défense était le dernier développement qui me convainc que Diệm n'a pas la capacité d'unifier les factions divisées au Viêt-Nam. Les raisons sont probablement composées de 1) le refus de déléguer le contrôle des forces armées à un homme fort, 2) la crainte de Quát comme successeur potentiel, 3) l'opposition des sectes, 4) l'influence des frères Luyên et Nhu et enfin 5) le désir de garder Minh au gouvernement." ⁶⁰

Retour de la situation à plus de calme

Du côté des relations entre Diệm et Bảo Đại elles s'étaient améliorées. Ce dernier avait assuré qu'il soutenait entièrement la politique pro-Diệm des Américains au Viêt-Nam.

Sur le plan militaire Collins réussit mieux sa mission et parvint à signer 'secrètement' avec Ély un 'accord sur le développement et l'entraînement des forces armées autonomes du Viêt-Nam' le 13 décembre 1954. Le jour suivant on pouvait lire en gros titre dans un journal de Washington « 371 instructeurs américains et 4600 Français vont entraîner la nouvelle armée vietnamienne de 90 000 hommes » ce qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention du Viêt Minh avec possibilité de plainte auprès de la Commission Internationale de Contrôle.

À compter du 1^{er} janvier, l'aide américaine allait pouvoir parvenir directement au Sud Viêt-Nam. Les transferts de souveraineté française s'effectuèrent comme prévu après que la conférence quadripartite de Paris eût dissous pratiquement l'union douanière et monétaire indochinoise. L'office des Changes, en particulier, était transféré à l'administration diemiste, qui allait ainsi pouvoir recevoir directement les dollars. Le Viêt-Nam « nationaliste » pouvait pleinement entrer dans la « sphère de prospérité » américaine. Mr Ngô Đình Diệm n'hésita pas à dire que l'accord de Paris consacrait la véritable indépendance de son pays.⁶⁵

* * *

Le gouvernement Diêm continue de ne pas bénéficier d'un soutien sans réserve des Français et de ce fait sera incapable d'asseoir son autorité sur l'ensemble du sud Viêt-Nam et son mandat demeure précaire. Il n'y a pas en vue de successeur valable à Diêm."⁶⁶

Heath, sans qui Diệm n'aurait jamais pu conserver sa place, écrit à la fin de cette période : 'Ngô Đình Diệm est le premier nationaliste à exercer la fonction de premier ministre. Il est anti-français, anti-communiste et personnellement honnête. Il est politiquement incompétent, têtue et soupçonneux. Pendant ses premiers mois de responsabilité il a dû faire face à une hostilité démesurée incluant un chef de l'armée en rébellion, une opposition active des Français et beaucoup d'autres facteurs décourageants.' ' Il y a toutes les indications que les Français ne veulent pas que Diệm réussisse. Les acceptations à contrecoeur de La Chambre (en septembre) et de

⁶⁶ Doc 1342 National Intelligence Estimate, Washington, 23 November 1954

Mendès France (en novembre) de la thèse américaine de soutien à Diệm, principalement par manque d'un candidat plus qualifié, peuvent avoir réduit les pressions françaises sur Diệm mais n'ont jamais abouti à un soutien complet de leur part.⁶⁷

La période fut donc marquée par un engagement progressif des Américains d'un soutien du bout des lèvres à un soutien total et résolu à Ngô Đình Diệm. En apparence les Américains avaient réussi à faire partager aux Français cette politique de soutien à Diệm. Dans la pratique les Français avaient joué un double jeu pour essayer de défendre au mieux leurs intérêts comme le montrèrent les faits rappelés ci-dessus. Ces faits mettent aussi à mal le mythe d'une installation préméditée de Diệm par les Américains pour chasser les Français et prendre leur place dans le Viêt-Nam préservé.

Bảo Đại qui avait voulu revenir très tôt au Viêt-Nam probablement dans l'intention de reprendre le pouvoir renonça suite aux pressions conjointes franco-américaines et finalement aida à régler le conflit Diệm-Hình en ordonnant à ce dernier de venir à Paris.

Quant aux Quốc Gia, même la perte d'une moitié du pays ne leur a pas ouvert les yeux. Ils continuèrent leurs chamailleries dérisoires entre personnes aux dépens d'une union en faveur de l'idéal de développement dans la liberté et la démocratie, seul antidote à l'expansion communiste.

Bùi Ngọc Vũ, JJR 64
Kuala Lumpur, fin septembre 2015

⁶⁷ Doc 1388 Memorandum by Ambassador Donald R. Heath to the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Robertson), Washington, December 17, 1954